

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'accord européen relatif au climat, l'épidémie d'Ebola, la politique économique commune et sur la lutte contre le terrorisme, à Bruxelles le 23 octobre 2014.

Mesdames, Messieurs,

Comme avant chaque Conseil européen, j'ai réuni les principales personnalités sociales-démocrates européennes, pour que nous fassions non seulement un tour d'horizon de la situation économique, sociale, et politique en Europe, mais également que nous puissions préparer les décisions qui sont annoncées à la fois pour le Conseil européen et le sommet de la zone euro. Les trois sujets que nous avons abordés sont ceux qui sont à l'ordre du jour, c'est-à-dire d'abord la conférence sur le climat qui va se tenir à Paris à la fin de l'année 2015 et qui exige que l'Europe soit exemplaire. Elle le sera. Parce que nous chercherons au cours de ce Conseil européen les voies d'un compromis audacieux pour que l'Europe puisse être au-delà même des objectifs qui ont été fixés pour une grande partie des pays industrialisés. Faire au moins que soient réduites de 40% les émissions de gaz à effet de serre. Et que nous puissions compenser pour les pays qui sont les plus en retard par rapport à l'objectif, les efforts d'investissement qu'ils auront à faire. Il est très important que l'Europe puisse être une référence en matière d'action pour la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est un engagement de progrès pour plus de bien-être, plus de pouvoir d'achat, plus de nouvelles technologies. C'est en ce sens que c'est un engagement fondamental de mon quinquennat, avec la loi sur la transition énergétique et le Conseil européen de jeudi et de vendredi qui doit être non pas un point d'étape, mais pour l'Europe un point d'aboutissement. C'est là qu'elle fixera les objectifs qui vaudront pour chaque Etat membre. Et fort de cette position, je pourrai au nom de la France continuer ce travail de persuasion. Il y aura aussi bientôt une réunion à Lima de ce qu'on appelle la COP20, c'est-à-dire la conférence sur le climat qui préparera celle de Paris l'année prochaine.

Le second sujet, c'est la mobilisation internationale, face à l'épidémie d'Ebola.

Là-aussi les Européens doivent être exemplaires par solidarité à l'égard de l'Afrique, mais aussi pour leur propre sécurité. Puisqu'une épidémie n'a pas de frontière. Ce qui peut se produire dans une partie du monde, n'est plus circonscrit à cette région. Là aussi nous en avons discuté pour mieux coordonner les efforts : pour dégager des financements nécessaires, pour permettre le rapatriement dans les meilleures conditions des personnels soignants et pour faire en sorte que des mesures soient prises dans chacun de nos pays, de façon à déceler les personnes qui peuvent être porteuses du virus, et pouvoir agir.

Mais c'est sur la question économique que, ces personnalités sociales-démocrates autour du Président de la République française, avons formé ce que doit être notre position pour ce Conseil. C'est autour de la croissance que la nouvelle Commission doit organiser son agenda. Ce sera d'abord avec le plan JUNCKER de 300 milliards. Mais il faut lui trouver un contenu, au-delà du chiffre, il faut lui trouver des financements, il faut lui trouver des projets, il faut lui trouver un agenda. C'est sur le contenu, sur le projet, sur l'agenda, et sur les ressources qui doivent être

mobilisées que nous continuerons à agir. Il y aura une réunion équivalente à celle que j'ai tenue aujourd'hui, toujours à Paris, avec encore davantage de personnalités pour que nous puissions pour le sommet européen de décembre, qui justement examinera le plan JUNCKER, être en proposition pour en enrichir et le contenu et la mise en œuvre.

Le second sujet économique, c'est le pacte de stabilité et l'application qu'il en est fait sur les budgets des différents pays. Plusieurs pays peuvent connaître effectivement des écarts par rapport à ce qui avait été prévu, tout simplement parce qu'il y a moins de croissance, et qu'il y a encore moins d'inflation. Donc la règle que nous avons fixée ensemble, c'est de respecter les engagements qui ont été pris, mais avec le plus de flexibilité possible. Ce sera la position que non seulement la France défendra, mais que beaucoup de pays, parce que beaucoup de pays partagent cette même conception, que beaucoup de pays présenteront aussi au cours de la discussion au sein du Conseil.

Enfin il y a la coordination des politiques économiques. Il y a des pays qui doivent accélérer, amplifier, leurs réformes structurelles, parce qu'elles n'ont pas été menées en temps utile. Je prends un exemple, la France. Pendant des années, il n'y a pas eu de réforme majeure, pour améliorer la compétitivité des entreprises, pour favoriser l'emploi, pour introduire plus de concurrence, pour faire que le pouvoir d'achat des ménages puisse être stimulé. Donc dès lors qu'il n'y a pas eu ces réformes, il faut les faire. Elles ont été largement engagées depuis deux ans et demi sur le marché du travail et dans d'autres domaines, mais nous devons continuer à les mener. Et ce sera d'ailleurs l'objet, au-delà du budget qui a été voté et qui prévoit donc l'application du pacte de responsabilité, du projet de loi qui a été présenté par le ministre de l'économie. Mais il y a d'autres pays, ayant fait ces réformes il y a plusieurs années, presque dix ans pour l'Allemagne notamment mais pas seulement pour l'Allemagne, qui doivent dès lors qu'elles connaissent des situations meilleures, encourager la reprise de l'investissement.

Cela s'appelle la coordination des politiques économiques. A cet égard ce qui s'est produit lundi, la rencontre des ministres de l'économie et des ministres des finances des deux pays l'Allemagne et la France, a marqué des avancées tout à fait utiles, dont j'ai rendu compte devant mes homologues aujourd'hui.

Enfin je veux terminer la présentation de ce qu'a été cette réunion, avec un message de solidarité à l'égard des autorités canadiennes qui ont fait face à un acte terroriste, qui comme tout acte terroriste est odieux Et il s'est produit en plus dans un lieu qui est celui de la démocratie : un parlement, le parlement canadien.

Nous devons exprimer notre soutien notamment au Premier ministre HARPER qui était présent sur place comme les autres leaders de différentes familles politiques. Mais nous devons aussi tirer toutes les conclusions, je les ai rapidement indiquées.

Quelles conclusions ? Suivre ces personnes qui sont identifiées comme ayant accès à des informations ou à des réseaux d'inspiration terroriste, qui ont marqué une intention d'aller faire un combat très loin de leur pays, au nom d'un pseudo djihad, et qui sont en contact avec d'autres, qui peuvent les armer.

On dit que ce sont des personnes solitaires, elles peuvent l'être quand elles agissent de cette manière, mais elles ne sont jamais seules. Il y a toujours un réseau qui à un moment les entretient. La conclusion que nous devons aussi en tirer, c'est d'échanger le plus d'informations possibles entre les pays. Tous les pays peuvent être concernés. Parce que nous savons que se rendent en Syrie et en Irak des individus qui viennent de tous les pays. Il y a une internationalisation des personnes présentes sur ce lieu de conflit mais il y a aussi une internationalisation du risque terroriste. Enfin nous devons faire en sorte qu'en Syrie et en Irak, les terroristes de Daech soient combattus.

Ce matin, il y a eu une nouvelle frappe française qui a atteint son objectif, et hier j'ai réuni un conseil de défense pour faciliter encore, simplifier encore le déclenchement de ces opérations. Parce qu'elles doivent atteindre leurs cibles. Et ces cibles sont multiples. J'entends par-là qu'il s'agit toujours de Daech, mais cela peut être sur des véhicules, cela peut être sur des entrepôts, cela peut être sur des individus. Par ailleurs, j'ai confirmé le soutien que nous apportons à

l'opposition syrienne, y compris les Kurdes syriens via les Kurdes d'Irak, pour leur fournir le soutien nécessaire pour lutter contre le terrorisme.

Voilà mesdames et messieurs, ce que nous avons pu dire. J'aurai l'occasion de m'exprimer de nouveau à l'occasion du Conseil européen.

Merci.